

**L' Union Interfédérale des Transports - CGT**  
**La Fédération générale des transports et de l'équipement – CFDT**  
**L' Union Interfédérale des Transports - FO**  
**La Fédération générale des Transports - CFTC**

**COMMUNIQUÉ COMMUN**

**Service minimum : Ne laissons pas bâillonner les salariés  
et gruger les usagers.**

Le problème du Service Public des Transports réside essentiellement sur la tension extrême des réseaux qui pâttissent de l'insuffisance des investissements depuis les années 1970. Des incidents et dysfonctionnements criants et répétitifs en résultent. Le débat au sénat a été contraint de le confirmer.

**Les usagers subissent au quotidien. Le gouvernement va les tromper.**

En imposant des restrictions sur le droit de grève, atteinte caractérisée à ce droit constitutionnel individuel, le gouvernement veut détourner l'attention des usagers et de l'opinion publique. Il veut autant masquer son désengagement que se protéger de capacités de réaction des salariés face à ses intentions de réduire encore plus les Services Publics, considérés dépenses superflues, et de mettre en œuvre des mesures antisociales.

La Majorité parlementaire du Sénat affirme clairement son souhait de faire de cette loi le laboratoire pour l'ensemble des Services Publics.

Non seulement la loi vise à cadenasser les conditions d'exercice du droit de grève, mais pire, en refusant d'y intégrer au parlement la moindre proposition des Organisations Syndicales ; elle entend verrouiller le dialogue social.

**C'est donc un outil anti négociation qui est recherché.**

Nous réaffirmons fortement que ce que nous voulons c'est un dialogue social qui évite le recours à l'ultime forme de conflit. Mais alors pourquoi cette majorité parlementaire et ce gouvernement rejettent toutes les propositions des Organisations Syndicales pour rendre efficient ce dialogue ?

La loi va détériorer la situation faite aux usagers en cas de grève. Elle ira à l'encontre des objectifs affichés, et peut même dangereusement faire prospérer des cas de figure non maîtrisés.

S'attaquer aux salariés qui se battent pour l'amélioration des matériels, le maintien des dessertes menacées par des choix de rentabilité financière, comme pour leurs conditions sociales, ne résoudra rien, n'apportera aucune réponse aux besoins de quelque nature que ce soit.

**L'UIT CGT, la FGTE CFDT, l'UIT FO, et la FGT CFTC n'entendent pas laisser passer sans réagir cette opération de communication hypocrite et démagogique, d'ores et déjà perçue comme tel.**

**Elles appellent à une mobilisation, à une appropriation réelle du contenu de ce texte par l'opinion publique.**

**D'ores et déjà, elles appellent usagers et salariés du Privé comme du Public à faire du 31 Juillet une première étape en participant aux initiatives dans les départements dont le rassemblement en Ile de France à 14h30 devant l'Assemblée Nationale.**

Paris le 19 Juillet 2007